



## Brésil. «Cocktail» de 27 pesticides trouvé dans l'eau d'une municipalité sur quatre

Par [Ana Aranha](#) et [Luana Rocha](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2019

[Agência Pública/Repórter Brasil](#) 15 avril 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#),  
[Environnement](#)

Les villes de São Paulo, Rio de Janeiro et 1300 autres ont trouvé des pesticides dans leur réseau d'eau. Les données du ministère de la Santé révèlent que l'eau du Brésilien est contaminée par des substances qui peuvent causer de graves maladies.

Un cocktail qui mélange différents pesticides a été trouvé dans l'eau de 1 ville sur 4 au Brésil entre 2014 et 2017. Au cours de cette période, les entreprises d'approvisionnement en eau de 1396 municipalités ont détecté les 27 pesticides qui, comme l'exige la loi, doivent être analysés. Parmi ceux-ci, 16 sont classés par l'Agence nationale de vigilance sanitaire (ANVISA) comme extrêmement ou hautement toxiques et 11 sont associés au développement de maladies chroniques telles que le cancer, les malformations fœtales, les troubles hormonaux et reproductifs. Parmi les sites à contamination multiple figurent les villes de São Paulo, Rio de Janeiro, Fortaleza, Manaus, Curitiba, Porto Alegre, Campo Grande, Cuiabá, Florianópolis et Palmas.

Les données proviennent du ministère de la Santé et ont été obtenues et traitées dans le cadre d'une enquête conjointe de Repórter Brasil, Agência Pública et l'organisation suisse Public Eye. L'information fait partie du Système d'information de la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA), qui recueille les résultats des analyses effectuées par les fournisseurs de l'eau.

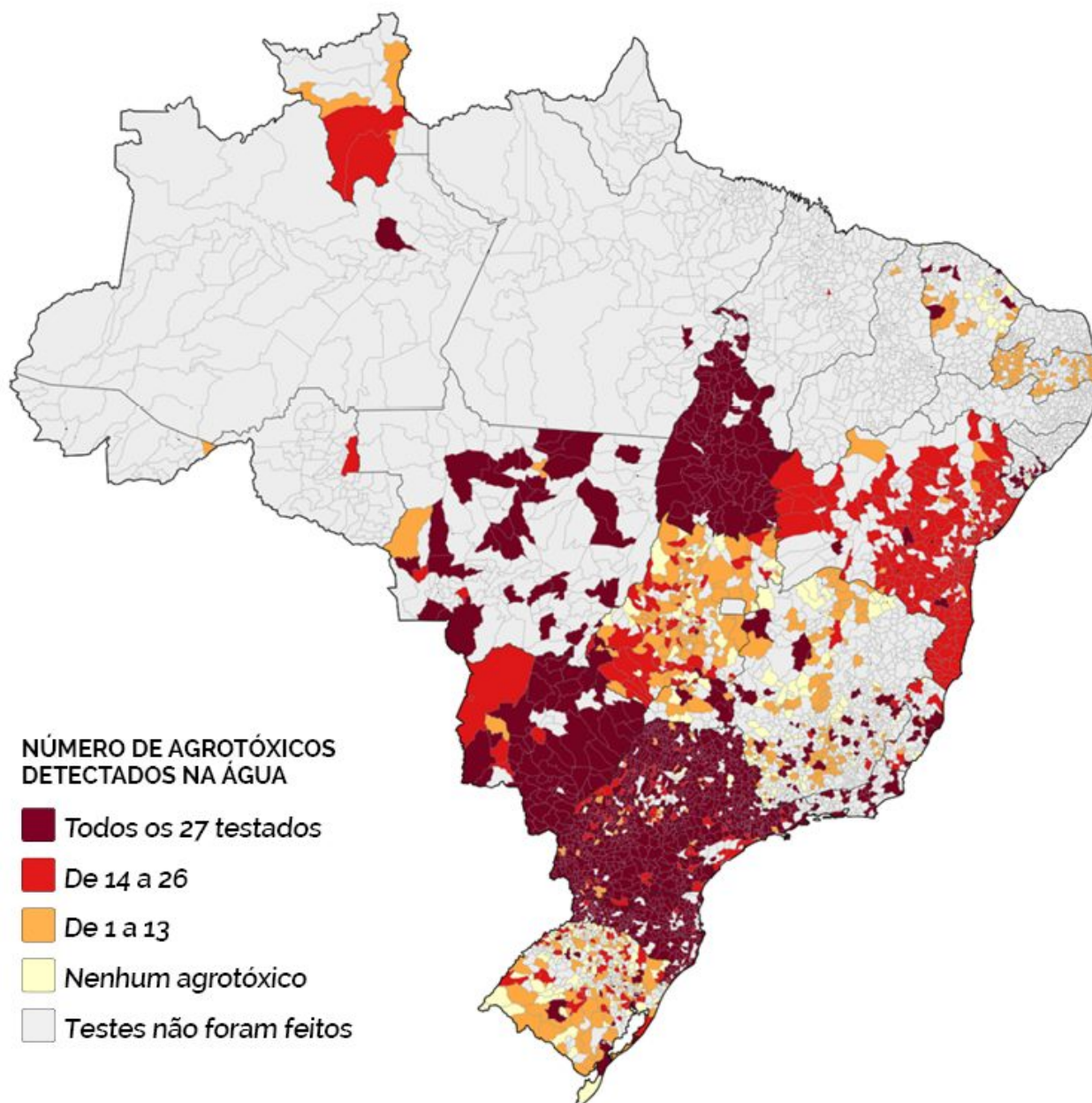
Les chiffres révèlent que la contamination de l'eau augmente à un rythme soutenu et constant. En 2014, 75% des tests détectaient des pesticides. En 2015, c'était 84 %, puis 88 % en 2016, pour atteindre 92 % en 2017. À ce rythme, dans quelques années, il pourrait être difficile de trouver de l'eau sans pesticide aux robinets du pays.

Bien qu'il s'agisse d'informations publiques, les tests ne sont pas diffusés d'une manière compréhensible pour la population, laissant les Brésiliens dans l'ignorance des risques qu'ils courent en buvant un verre d'eau. Dans un effort conjoint, Repórter Brasil, Agência Pública et l'organisation suisse Public Eye ont réalisé une carte interactive avec les pesticides trouvés dans chaque ville. La carte indique également celles des villes qui sont au-dessus de la limite de sécurité selon la loi brésilienne et la réglementation européenne, où Public Eye est situé.

Qui boit des pesticides ?

## QUEM BEBE AGROTÓXICOS?

Clique na imagem para descobrir quais pesticidas foram encontrados na rede de abastecimento de água da sua cidade de 2014 a 2017



Fonte: Sistema de Informação de Vigilância da Qualidade da Água para Consumo Humano (Sisagua) - 2014-2017

Source : *Système d'information sur la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA) - 2014-2017*

Le portrait national de la contamination de l'eau a suscité un vif intérêt chez les professionnels de la santé. « La situation est extrêmement préoccupante et configure certainement les risques et les impacts sur la santé de la population », déclare la toxicologue et médecin du travail Virginia Dapper. Le ton était le même dans la réaction d'Aline Gurgel, chercheuse en santé publique à la Fondation Oswaldo Cruz (FIOCRUZ) dans le Pernambuco : « des données alarmantes représentant un risque sérieux pour la santé humaine ».

Parmi les pesticides trouvés dans plus de 80 % des tests, 5 sont classés comme

« cancérogènes probables » par l'Agence américaine de protection de l'environnement et six par l'Union européenne comme perturbateurs endocriniens, ce qui est source de plusieurs problèmes sanitaires tels que la puberté précoce. Sur les 27 pesticides présents dans l'eau des Brésiliens, 21 sont interdits dans l'Union européenne en raison des risques que ces produits présentent pour la santé et pour l'environnement.

L'absence de surveillance est également un grave problème. Sur les 5570 municipalités du Brésil, 2931 n'ont pas analysé leur eau entre 2014 et 2017.

### Cocktail toxique

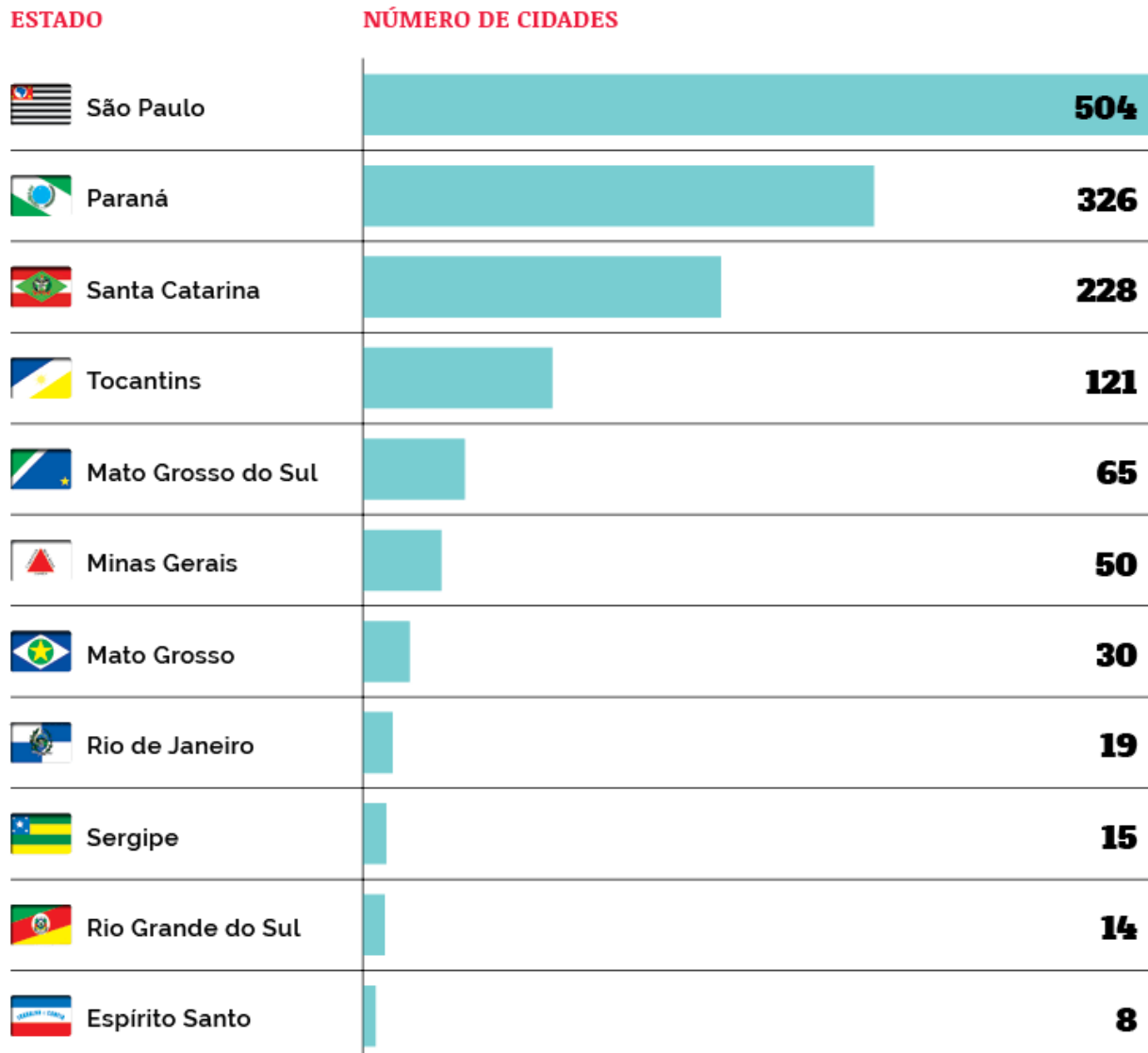
Le mélange entre les différents produits chimiques est l'un des points qui a suscité le plus de préoccupations de la part des experts entendus. Le danger est que la combinaison de substances se multiplie, voire provoque de nouveaux effets. Ces réactions ont déjà été démontrées dans des tests, explique la chimiste Cassiana Montagner. « Même si un pesticide n'a pas d'effet sur la santé humaine, il peut en avoir lorsqu'il est mélangé à une autre substance », explique Montagner, qui étudie la contamination de l'eau à l'Institut de chimie de l'Université d'Etat de Campinas (UNICAMP), dans l'état de São Paulo. « Le mélange est l'une de nos principales préoccupations concernant les pesticides dans l'eau.

Ce sont les habitants de l'état de São Paulo qui ont le plus bu ce cocktail ces dernières années. Cet état détient le record de municipalités où tous les 27 pesticides sont présents dans l'eau. Il y a plus de 500 villes, dont la grande São Paulo - Guarulhos, São Bernardo do Campo, Santo André et Osasco - sans compter la capitale elle-même. Et certaines des plus peuplées, comme Campinas, São José dos Campos, Ribeirão Preto et Sorocaba. L'état de Paraná est arrivé en deuxième position, avec un cocktail présent dans 326 villes, suivi de Santa Catarina et de Tocantins.

Les villes où tous les 27 pesticides ont été détectés

# COQUETEL TÓXICO

Onde estão as cidades que detectaram todos os 27 agrotóxicos na água



Fonte: Sistema de Vigilância da Qualidade da Água para Consumo Humano (Sisagua) (2014-2017)

Source : Système d'information sur la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA) - 2014-2017

Les experts parlent beaucoup de « l'invisibilité » de l'effet cocktail. Les politiques publiques ne surveillent pas l'interaction entre les substances parce que les études qui accompagnent ces politiques ne mettent pas en évidence les risques de ce phénomène. « Les agents chimiques sont évalués séparément, en laboratoire, et ignorent les effets des mélanges qui se produisent dans la vie réelle », explique la médecin et toxicologue Dapper.

Elle déplore le fait que les personnes qui développent déjà des maladies à la suite de cette contamination multiple ne connaîtront, probablement jamais, l'origine de leur maladie. Leurs médecins non plus.

Interrogé sur les mesures en cours, le ministère de la Santé a répondu par courrier électronique en soulignant que « l'exposition aux pesticides est considérée comme un grave problème de santé publique » et en énumérant les effets nocifs qui peuvent entraîner « une

puberté précoce, une modification de l'allaitement, une baisse de la fertilité féminine et de la qualité du sperme ; mais aussi les allergies et maladies digestives, respiratoires, endocriniennes, neurologiques et néoplasiques ».

La réponse souligne toutefois que des mesures de contrôle et de prévention ne peuvent être prises que lorsque le résultat du test dépasse le maximum permis par la loi. Et le problème est le suivant : le Brésil n'a pas fixé de limite pour réglementer le mélange de substances.

« L'effort devrait porter sur la prévention parce que le système de traitement conventionnel n'est pas capable d'éliminer les pesticides de l'eau », dit Rubia Kuno, de l'Agence de technologie de l'assainissement de l'environnement (CETESB).

C'est l'une des revendications des groupes qui réclament une réglementation plus stricte des pesticides. « Il est absurde que ce problème reste invisible dans la surveillance de l'eau et qu'il n'y ait pas d'actions pour le contrôler », déclare Leonardo Melgarejo, ingénieur de production et membre de la Campagne nationale contre les produits agrochimiques et pour la vie. « Si vous détectez plusieurs pesticides, mais chacun sous sa limite individuelle, l'eau sera considérée potable au Brésil. Mais, en France, la même eau serait interdite.

Il fait référence à la règle de l'Union européenne qui vise à limiter le mélange de substances : le maximum autorisé est de 0,5 microgramme par litre d'eau - en additionnant tous les pesticides trouvés. Au Brésil, il n'y a que des limites individuelles. Ainsi, en additionnant toutes les limites permises pour chacun des pesticides surveillés, le mélange de substances dans notre eau peut atteindre 1353 microgrammes par litre sans que cela déclenche une alarme quelconque. La valeur est 2706 fois la limite de tolérance européenne.



Crédit : Shutterstock

Même si l'on considère la contamination de chaque pesticide de manière isolée, le tableau est inquiétant. Sur les 27 pesticides surveillés, 20 sont considérés comme hautement dangereux par Pesticide Action Network, groupe réunissant des centaines d'organisations non gouvernementales qui travaillent à la surveillance des effets des pesticides.

Mais aux yeux de la législation brésilienne, le problème est mineur. Seulement 0,3 % de tous les cas détectés entre 2014 et 2017 ont dépassé le niveau considéré comme sûr pour chaque substance. Même si l'on considère les cas dans lesquels 10 pesticides interdits au Brésil sont surveillés, il y a peu de situations dans lesquelles leur présence dans l'eau fait sonner l'alarme.

Et c'est la deuxième mise en garde des chercheurs : les limites individuelles seraient laxistes. « Cette législation n'a pas été révisée depuis plus de 10 ans, c'est un retard considérable d'un point de vue scientifique », déclare la chimiste Montagner. « C'est comme si vous utilisiez un vieux petit téléviseur noir et blanc alors que vous pouvez accéder au grand-écran couleur en haute définition.







Elle fait référence à des recherches plus récentes sur les risques de consommation fréquente et en plus petites quantités, un type de contamination qui ne provoque pas de réaction immédiate. « Peut-être qu'un certain pesticide dans l'eau ne peut pas amener 15% de la population de la ville à l'hôpital le même jour. Mais la consommation continue entraîne des effets chroniques encore plus graves, comme le cancer, des problèmes thyroïdiens, hormonaux ou neurologiques », prévient Montagner. « Nous avons déjà des preuves scientifiques, mais l'eau contaminée continue d'être considérée comme potable parce que les quantités moindres ne sont pas prises en compte », dit-elle.

Continuellement contaminés

États avec le plus grand nombre de villes où le même pesticide a été détecté dans l'eau quatre ans de suite.

## CONTINUAMENTE CONTAMINADOS

Estados com o maior número de cidades onde o mesmo agrotóxico foi encontrado na água por quatro anos seguidos

ESTADO	NÚMERO DE CIDADES
 São Paulo	66
 Santa Catarina	57
 Minas Gerais	6
 Paraná	4
 Mato Grosso	2
 Rio Grande do Sul	2

Fonte: Sistema de Vigilância da Qualidade da Água para Consumo Humano (Sisagua) (2014-2017)

Source : Système d'information sur la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA) - 2014-2017

En réponse à ces critiques, le ministère de la Santé a créé un groupe de travail chargé de réexaminer les limites de la contamination. « Nous faisons un travail de fond », déclare Ellen Pritsch, ingénieure chimiste et représentante de l'Association brésilienne d'ingénierie sanitaire et environnementale dans ce groupe. Selon elle, les recherches internationales et les réglementations d'autres pays sont prises en compte. Créé en 2014, les travaux devraient s'achever en septembre de cette année.

Selon des données, au moins 144 villes ont détecté le même pesticide de façon continue pendant les quatre années de relevés consécutifs. Une fois de plus, São Paulo détient le record de ce phénomène d'intoxication. Les experts entendus par ce rapportage indiquent que l'utilisation de pesticides dans la production de canne à sucre est à l'origine probable de la contamination généralisée de cette région. « La culture de la canne à sucre est celle qui a le plus d'herbicides homologués. São Paulo étant l'un des plus grands producteurs de canne à sucre, cela justifie sa forte présence [de pesticides dans l'eau] », explique Kassio Mendes, coordinateur du comité de qualité environnementale de la Société brésilienne des sciences des mauvaises herbes.

Le Diuron, l'un des principaux herbicides utilisés par cette filière, a été détecté dans tous les tests effectués sur l'eau des sources des régions où la canne à sucre est la plus cultivée dans cet état, selon les données de 2017 de l'Agence de technologie de l'assainissement de l'environnement (CETESB) Cette substance est l'une de celles que l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (Environmental Protection Agency) a désignées comme vraisemblablement cancérigènes.

L'état de São Paulo détient le record du nombre de villes présentant une contamination

continue avec les 27 pesticides présents dans l'eau.

Qui est responsable ?

Une fois contaminée, il existe peu de traitements disponibles pour éliminer les produits agro-toxiques de l'eau. « Certains filtres sont capables d'éliminer certains types de pesticides, mais il n'y en a pas un seul qui puisse éliminer tous ceux-là », dit Melgarejo. « L'eau minérale provient d'autres sources, mais elles sont alimentées par l'eau qui coule en surface, et elles finiront donc par être également contaminées.

Le travail préventif, c'est-à-dire empêcher les pesticides d'atteindre les sources, devrait être primordial, dit Rubia Kuno, directrice de la division de la toxicologie humaine et de la santé environnementale à CETESB. « L'effort devrait porter sur la prévention parce que le système de traitement conventionnel n'est pas capable d'éliminer les pesticides de l'eau », dit-elle.

Il y a un grand débat sur la complexité du problème, mais il est difficile de savoir qui en assume la responsabilité.

Le rapport a demandé aux secrétariats à l'Environnement, à l'Agriculture et à la Santé ainsi qu'à la Société d'assainissement de base de l'état de São Paulo (SABESP) de faire la lumière sur les actions entreprises dans cette région ayant le taux de contamination le plus élevé. Les réponses fournies par la SABESP et par le chargé de communication à l'Environnement comprennent des informations techniques sur la surveillance. Ni les secrétariats ni la société n'ont précisé ce qui est fait pour contrôler ou prévenir le problème. (réponses complètes de la SABESP et du secrétariat à l'Environnement)

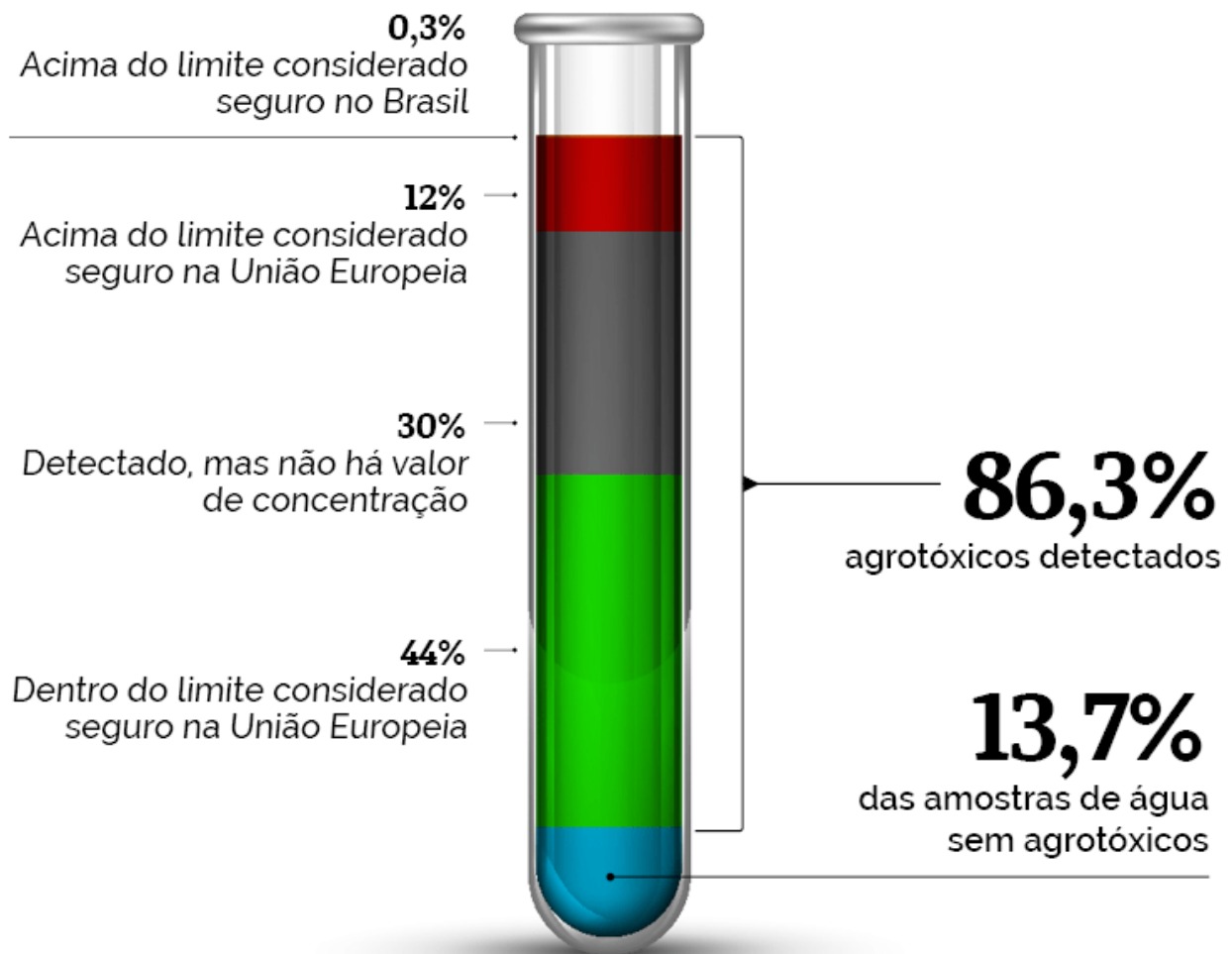
Quelle est la limite de la sécurité pour l'eau ?

Au Brésil, la plupart des tests ont détecté des produits agrochimiques. Sachez comment l'eau que l'on boit est évaluée selon les normes de sécurité du Brésil et celles de l'Union européenne.



## QUAL O LIMITE DA SEGURANÇA PARA A ÁGUA?

A maioria dos testes no Brasil detectou agrotóxicos. Saiba como a água que bebemos é avaliada de acordo com o que é considerado seguro no Brasil e na União Europeia



Fonte: Sistema de Vigilância da Qualidade da Água para Consumo Humano (Sisagua)

Source : *Système d'information sur la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA)*

Le ministère de la Santé affirme que la surveillance sanitaire des municipalités et des états devrait alerter les fournisseurs de services d'approvisionnement en eau afin qu'ils prennent des mesures pour améliorer le traitement de l'eau. « Si les données montrent que le problème se pose systématiquement, il faudra chercher des solutions en coordination avec les autres secteurs concernés, tels que les agences environnementales, les prestataires de services et les producteurs ruraux », indique la note envoyée par cette institution.

Interrogé sur les mesures qui sont actuellement prises, le Syndicat national de l'industrie des produits de défense des plantes (SINDIVEG), qui représente les producteurs de pesticides, a défendu la sécurité des pesticides. Dans une note, le groupe indique que l'évaluation faite par ANVISA, l'Agence environnementale brésilienne - IBAMA et le ministère de l'Agriculture atteste que ces produits sont sûrs pour les travailleurs, la population rurale et l'environnement » s'ils sont utilisés conformément aux recommandations techniques approuvées et indiquées sur leur emballage « .

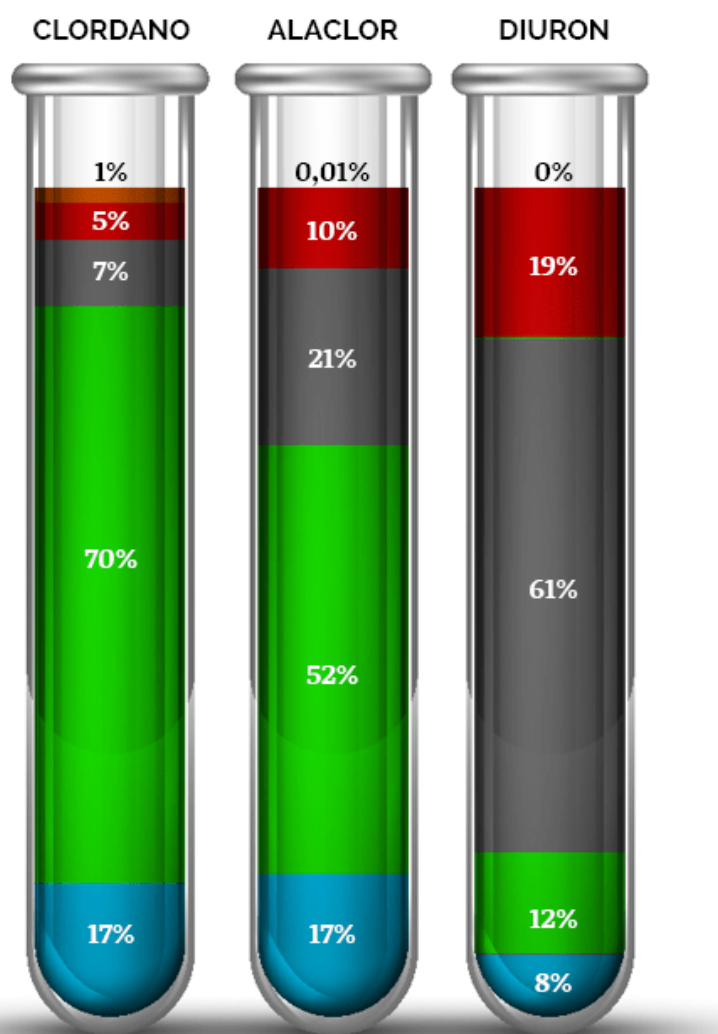
Le syndicat affirme que l'application correcte des produits dans les champs est un défi et attribue la responsabilité aux travailleurs qui les appliquent. « L'industrie des pesticides prend des initiatives pour assurer une utilisation correcte de ses produits, car certains problèmes structurels de l'agriculture, tels que le manque d'habitude de lire les étiquettes et modes d'emploi et l'analphabétisme en milieu rural, constituent un défi supplémentaire du respect des recommandations d'utilisation » (réponses complètes).

### Concentration des pesticides dans l'eau au Brésil

Pesticides avec des effets chroniques pour la santé humaine et interdits en Union européenne

## CONCENTRAÇÃO NA ÁGUA DO BRASIL

Agrotóxicos com efeitos crônicos para a saúde humana e proibidos na União Europeia



Fonte: Sistema de Vigilância da Qualidade da Água para Consumo Humano (Sisagua)

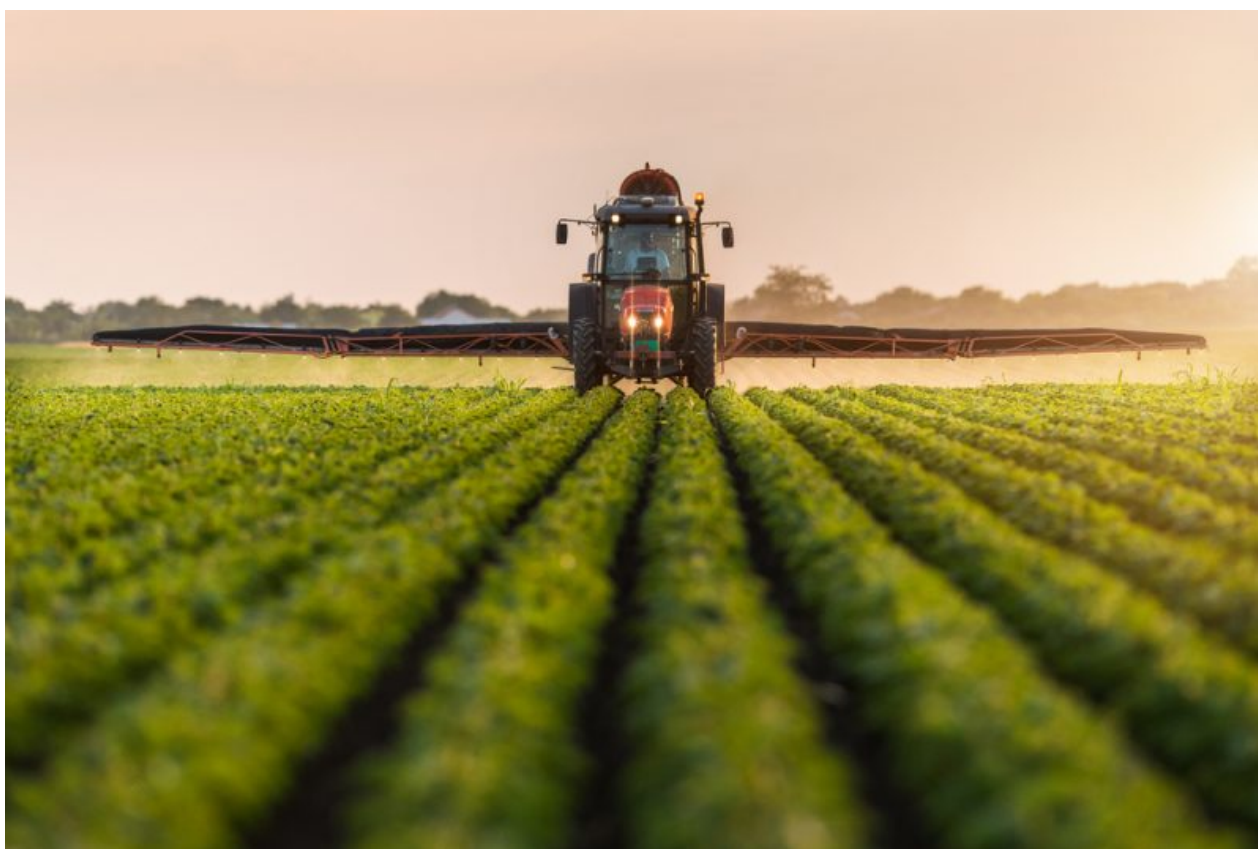
Source : Système d'information sur la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA)

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, au Brésil, les fabricants de pesticides ne sont pas impliqués dans la surveillance de l'eau, qui est financée par les caisses publiques et les entreprises de distribution.

A Santa Catarina, qui est l'un des trois états les plus contaminés, le ministère public de l'État a appelé à la responsabilité des municipalités, des secrétariats d'État, des services des eaux, des agences de réglementation, des syndicats de producteurs et des travailleurs

ruraux. L'initiative se fondait sur les résultats d'une étude sans précédent qui a révélé la présence de pesticides dans l'eau de 22 municipalités. « Nous avons alerté tous les organismes publics et privés impliqués dans la recherche de solutions, il est nécessaire d'appliquer des mesures correctives pour réduire les risques des citoyens », a déclaré la procureure Greicia Malheiros, responsable de l'enquête. L'initiative a débuté en mars de cette année et n'a toujours pas de résultats.

Plus qu'un simple traitement de la contamination de l'eau, la coordinatrice technique de l'étude, l'ingénieure chimiste Sonia Corina Hess, préconise l'interdiction des pesticides qui présentent le plus grand risque. Parmi les substances trouvées dans son étude dans l'état de Santa Catarina, sept sont interdites dans l'Union européenne parce qu'elles présentent un risque pour la santé humaine. « Il faut interdire ce qui est interdit ailleurs, il faut interdire ce qui est dangereux. Si c'est mauvais pour eux pourquoi c'est autorisé au Brésil ? » s'interroge-t-elle.



#### Dangereux en Europe, autorisés au Brésil

Le contrôle de l'eau par le Brésil est également très loin des paramètres de l'Union européenne. Afin d'éliminer la contamination, le continent européen a fixé la concentration maximale de pesticides dans l'eau à 0,1 microgramme par litre - une valeur qui était le minimum détectable lorsque le règlement a été créé.

Pour savoir comment l'eau du Brésil serait évaluée par la norme européenne, l'organisation Public Eye a classé les données fournies par le ministère de la Santé selon les critères de ce continent. Certains des pesticides les plus dangereux ont dépassé les limites européennes dans plus de 20 % des tests. Parmi eux, le glyphosate et le mancozèbe, tous deux associés à des maladies chroniques, et l'aldicarbe, interdit au Brésil et classé par ANVISA comme « le pesticide le plus toxique enregistré dans le pays, parmi tous les ingrédients actifs utilisés en agriculture » .

Le glyphosate est le cas le plus révélateur des particularités du Brésil dans la réglementation des pesticides. Classé « probablement cancérigène » par le Centre international de recherche sur le cancer, un organe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ce pesticide fait l'objet de discussions dans le monde entier. Il y a des milliers de patients atteints de cancer qui poursuivent les fabricants de ce produit aux États-Unis - et gagnent devant les tribunaux - ainsi que des protestations et des pétitions en faveur de leur interdiction en Europe. Il n'y a pas de consensus parmi les autorités de réglementation quant à sa classification. Au Brésil, qui a officiellement mis la substance sous examen depuis 2008, le ministère de l'Agriculture a homologué, en début d'année, de nouveaux produits pour la vente de glyphosate. Le pesticide a commencé à être vendu sous de nouvelles formes, en de nouvelles quantités et par un plus grand nombre de fabricants.

Dans les tests avec l'eau du pays, la substance controversée était celle qui dépassait le plus la marge de sécurité selon les critères de l'Union Européenne : 23% des cas au-dessus de la limite. Dans la législation brésilienne, le glyphosate était l'un des moins alarmants : seulement 0,02% des tests dépassaient notre limite.

### Concentration des pesticides dans l'eau au Brésil

Parmi les plus vendus au Brésil, ces pesticides, le glyphosate et l'atrazine, sont associés aux cancers et aux perturbateurs endocriniens.

## CONCENTRAÇÃO NA ÁGUA DO BRASIL

Entre os mais vendidos no Brasil, esses pesticidas estão associados ao câncer e problemas endócrinos



### GLIFOSATO + AMPA



### ATRAZINA



Fonte: Sistema de Vigilância da Qualidade da Água para Consumo Humano (Sisagua)

*Source : Système d'information sur la surveillance de la qualité de l'eau pour la consommation humaine (SISAGUA)*

« C'est un scandale de santé publique. Nous mettons la limite haute, très haute, puis nous nous réjouissons d'avoir de l'eau de qualité », déclare Larissa Bombardi, chercheuse, professeure de géographie à l'Université de São Paulo et auteure d'un atlas qui compare les législations brésilienne et européenne sur les contrôles des pesticides. Son étude révèle que nos limites sont 5000 fois plus élevées que celles de l'Europe. Le cas le plus grave est celui du glyphosate : alors qu'en Europe, seuls 0,1 microgramme par litre sont autorisés dans l'eau, au Brésil, la législation autorise jusqu'à 500 microgrammes par litre.

Comme le glyphosate est le pesticide le plus vendu dans le pays et celui dont la limite de présence dans l'eau est la plus généreuse, Bombardi se méfie des critères utilisés : « dans le cas du glyphosate, il est vraiment difficile de trouver une justification scientifique, il semble que ce soit davantage une décision politique et économique ». Le pesticide a été le plus consommé en 2017 au Brésil, avec 173 mille tonnes vendues, d'après IBAMA. Le volume correspond à 22 % des estimations des ventes mondiales de ce produit chimique au cours de la même année, ce qui fait du Brésil un marché important pour les fabricants, dont les géants Syngenta et Monsanto, cette dernière rachetée par Bayer en 2018.

Pourquoi tant de différence ?

Alors que l'Union européenne a des critères plus stricts, le Brésil autorise une plus forte concentration de pesticides dans l'eau.

## POR QUE TANTA DIFERENÇA?

Enquanto a União Europeia tem critérios mais rígidos, o Brasil permite concentração maior de agrotóxicos na água

TIPO DE AGROTÓXICO	LIMITE MÁXIMO		QUANTAS VEZES O LIMITE MÁXIMO NO BRASIL É MAIOR QUE NA UNIÃO EUROPEIA
	UE	BRASIL	
2,4D HERBICIDA	0,1	30	300
Clorpirifós INSETICIDA/ACARICIDA	0,1	30	300
Diuron HERBICIDA	0,1	90	900
Mancozebe FUNGICIDA/ACARICIDA	0,1	180	1.800
Tebuconazol FUNGICIDA	0,1	180	1.800
Glifosato HERBICIDA	0,1	500	5.000

Fonte: Geografia do Uso de Agrotóxicos no Brasil e Conexões com a União Europeia, Larissa Bombardi/2017

Source : Géographie de l'utilisation de pesticides au Brésil e les connexions avec l'Union européenne, Larissa Bombardi - 2017.

Des limites généreuses

La grande différence entre les limites fixées par l'Union européenne et le Brésil est l'un des principaux arguments des opposants à l'utilisation de cette substance dans le pays. « Cette différence ne peut se produire que pour deux raisons. Ou parce que notre société est plus forte, nous sommes plus résistants aux pesticides. Ou plus bêtement, parce que nous sommes naïfs quant aux risques que nous courons », déclare de manière provocatrice le responsable de la Campagne contre les produits agrochimiques, Melgarejo.

L'ingénieure chimiste Ellen Pritsch, représentante de l'Association brésilienne d'ingénierie sanitaire et environnementale dans le groupe de travail qui réévalue les limites des pesticides dans l'eau, conteste cet avis. Pour elle, les limites actuelles sont sûres et ont été fixées sur une base scientifique. « Le critère brésilien est dix fois inférieur à l'effet qui causerait des problèmes. Ainsi, même si un pourcentage supérieur à cette valeur est trouvé, il serait quand même inférieur [il serait inférieur au risque] », dit-elle.

Avant d'approuver l'homologation des pesticides, les fabricants réalisent des études à l'aide de tests effectués sur des animaux en laboratoire. SINDIVEG, le syndicat de l'industrie des fabricants de pesticides, soutient que ces études sont suffisantes pour évaluer les risques des substances. « Il s'agit d'études de bioconcentration sur les poissons et les micro-organismes, les algues et les organismes du sol, les abeilles, les micro-crustacés, les poissons et les oiseaux », indique une note envoyée par SINDIVEG, en réponse aux questions de ce reportage.

La principale revendication des groupes qui militent pour le contrôle des pesticides est une plus grande restriction et même l'interdiction de certains des pesticides actuellement autorisés dans le pays, comme l'atrazine, l'acéphate et le paraquat, qui sont les champions des ventes au Brésil, mais interdits dans l'Union européenne.



*Appelée à la Chambre des députés pour expliquer les nouvelles homologations de pesticides, la ministre de l'Agriculture a qualifié de « désinformation » les études qui mettent en évidence les risques de ces substances (Photo : Agência Câmara)*

Mais le gouvernement va dans la direction opposée. La chef du portefeuille de l'Agriculture, l'ancienne leader de l'agronégoce à la Chambre des députés, Tereza Cristina, était présidente de la commission spéciale qui a approuvé, en juin 2018, le projet de loi visant à accélérer l'approbation des nouveaux pesticides au pays. Surnommé par la critique le « projet de loi du poison », il a déjà suscité une grande controverse, étant critiqué dans une lettre signée par plus de 20 groupes de la communauté scientifique.

Il semblerait que la stratégie ait changé, sans que l'on s'attende à obtenir une majorité au Congrès pour approuver le projet de loi. Depuis le début de l'année, le ministère de l'Agriculture a publié de nouvelles homologations pour 152 pesticides, soit une vitesse record de 1,5 homologation par jour. Appelée à clarifier ces faits lors d'une audition à la Chambre, la ministre a déclaré qu'« il n'y a pas de libération générale » et que les longs processus d'approbation ne font que retarder le secteur de l'agronégoce au Brésil. Elle a qualifié de « désinformation » les études qui mettent en évidence les risques de ces substances et, utilisant le même argument de l'union des producteurs de pesticides, a affirmé que les intoxications sont dues à la façon dont les travailleurs utilisent ces

substances. Un jour après cette audience, le gouvernement a approuvé la commercialisation de 31 autres pesticides au Brésil.

Note de l'éditeur : Ce texte a été mis à jour pour corriger l'unité de mesure du contrôle de la concentration de glyphosate. Ce qui est correct, c'est le nombre de microgrammes par litre et non le nombre de milligrammes par litre, tel qu'il a été publié à l'origine.

Ce reportage fait partie du projet Por Trás do Alimento, un partenariat entre Agência Pública et Repórter Brasil pour enquêter sur l'utilisation des pesticides.

Ana Aranha

Luana Rocha

Article original en portugais: ["Coquetel" com 27 agrotóxicos foi achado na água de 1 em cada 4 municípios](#), Reporter Brasil, le 15 avril 2019

Traduction par Du Duffles pour [Autres Brésils](#), Relecture : Philippe Aldon

Source de la photo en vedette : [Agência Envolverde](#)

La source originale de cet article est [Agência Pública/Repórter Brasil](#)  
Copyright © [Ana Aranha](#) et [Luana Rocha](#), [Agência Pública/Repórter Brasil](#), 2019

---

Articles Par : [Ana Aranha](#) et  
[Luana Rocha](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)